

DOCTORAT ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

LA RÉPRESSION DES FRAUDES DANS LE DOMAINE PHARMACEUTIQUE

« Il s'agit moins de répression que
» d'une œuvre de protection du com-
» merce honnête. »

Prof. D'ARSONVAL.

(Séance de l'Académie des Sciences,
10 oct. 1909).

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le lundi 26 novembre 1923, à 1 heure 3/4

PAR

EDMOND REVEL

Président : M. PERREAU.

Suffragants : { MM. HUGUENEY, Professeur.
DONNEDIEU DE VABRES, chargé de cours.

PARIS

LIBRAIRIE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

1923

THESE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DOCTORAT ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

LA RÉPRESSION DES FRAUDES DANS LE DOMAINE PHARMACEUTIQUE

« Il s'agit moins de répression que
» d'une œuvre de protection du com-
» merce honnête. »

Prof. D'ARSONVAL.

(Séance de l'Académie des Sciences,
10 oct. 1909).

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le lundi 26 novembre 1923, à 1 heure 3/4

PAR

EDMOND REVEL

Président : M. PERREAU.

Suffragants : { MM. HUGUENEY, Professeur.
DONNEDIEU DE VABRES, chargé de cours.

PARIS

LIBRAIRIE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

1923

A ma femme,

A ma fille, Claude.

E. R.

A tous mes confrères.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547503_0039

AVANT-PROPOS

La fraude, comme la cupidité sa complice, est de tous les temps; mais c'est surtout aux périodes de dynamisme économique qu'elle intensifie sa perverse activité.

Nous traversons précisément une de ces périodes. La guerre a développé chez quelques-uns le goût des spéculations à rendement énorme: habitués à réaliser des bénéfices excessifs pendant l'époque troublée, ils n'ont pas toujours su ramener ceux-ci aux coefficients permis.

D'autres, au contraire, opprimés par des difficultés angoissantes et inattendues, ont quelquefois cédé à la tentation de fermer les yeux sur les moyens à employer pour se libérer.

Aux uns et aux autres, la fraude a offert son pernicieux concours.

Dans le domaine pharmaceutique, le praticien a ordinairement trouvé dans sa conscience formée aux austères disciplines de la pensée antique, éclairée par les leçons et les conseils de ses maîtres, vivifiée par l'estime et la confiance dont il est entouré, la force et la fierté de la dédaigner.

Des exploitations pharmaceutiques, trop absorbées par leur avenir financier, pénétrées de la réalité du

profit et de l'invraisemblance du risque, indifférentes aux lointaines répercussions de leurs actes, ont pu n'être pas retenues par ces raisons ou par ces scrupules.

Les nécessités commerciales actuelles de l'exercice de la pharmacie rendent le praticien tributaire de ces établissements. Il importe donc qu'il soit protégé contre les incidences possibles de leurs méfaits.

L'étude que nous avons entreprise a pour but de dégager l'originalité spécifique de l'application de la loi sur les fraudes aux substances médicamenteuses tant dans la nature que dans la constatation et la répression du délit ; mais nous estimerions notre œuvre incomplète si nous omettions de proposer quelques suggestions susceptibles, à notre sens, de fixer les responsabilités et d'apporter sur ce point, du moins quelque sécurité dans l'exercice, déjà si périlleux par ailleurs, de la profession pharmaceutique.

Si notre travail, inspiré par le seul souci de l'équité, peut contribuer à donner à cette profession, à laquelle nous nous honorons d'appartenir, un peu plus de lumière et de justice, nous nous considérerons comme largement récompensés.

E. R.

PREMIÈRE PARTIE

**LES NOTIONS DE FRAUDE ET DE
FALSIFICATION
EN MATIÈRE MÉDICAMENTEUSE**

CHAPITRE I

Introduction

Les délits de fraude et de falsification en toutes marchandises sont prévus et punis par la loi du 1^{er} août 1905. L'article 11 avait laissé à des règlements d'administration publique le soin d'en organiser la recherche et la constatation. Pareille procédure avait été précédemment adoptée par la Belgique en 1894 dans des circonstances identiques. Une loi d'une portée aussi générale, en effet, ne pouvait, sans risquer d'être d'interprétation difficile et d'application peu efficace, embrasser toutes les espèces. Notamment, dans le domaine touffu de la législation et de la jurisprudence pharmaceutiques, il importait peut-être plus que dans tout autre d'apporter des précisions substantielles nécessaires à l'installation et à l'adaptation de la nouvelle loi. Un arrêté du ministre de l'Agriculture du 3 janvier 1907 institua une Commission chargée d'élaborer le projet de règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la Répression des fraudes et

falsifications en ce qui concerne les substances médicamenteuses.

Or, il était malaisé de réglementer cette matière sans empiéter sur la loi de Germinal, si, comme c'était l'intention du législateur on tenait à confier dans la plus large mesure possible la charge de la répression à des agents pourvus du diplôme de pharmacien et qui exerçaient déjà des fonctions de police en vertu de cette loi. Cette extension de compétence difficilement réalisable par décret fut obtenue par voie législative. Ce fut l'œuvre de la loi du 25 juin 1908 portant modification des articles 29, 30 et 31 de la loi du 21 Germinal, an XI sur l'organisation des Ecoles de pharmacie. Ainsi, en réalité, c'est cette loi du 25 juin 1908 complétée par les deux décrets du 5 et 6 août 1908 — ce dernier déjà remplacé par le décret du 4 juillet 1921 — qui introduisit l'application de la loi de 1905 dans le domaine pharmaceutique en réorganisant l'inspection des officines afin « d'assurer l'application des lois et règlements en vigueur sur l'exercice de la pharmacie et sur la répression des fraudes en matière médicamenteuse. »

CHAPITRE II

L'Infraction aux art. 29 et 32 de la loi de Germinal est distincte du délit de fraude.

Certains esprits avaient estimé que, en matière pharmaceutique, la réglementation de Germinal était exclusive de toute autre. La loi du 26 mars 1851 qui visait explicitement la falsification des substances médicamenteuses avait été, dans les milieux intéressés, jugée inutile et superfétatoire. L'officine de Dorvault (édition 1889) ne craint pas de faire suivre le texte de cette loi du commentaire suivant :

« La pharmacie, ayant sa législation à elle, ne devrait pas tomber sous les dispositions de cette loi qu'une fausse appréciation, facile à des juges peu compétents dans nos affaires, peut rendre terrible. »

1° Caractères de cette infraction.

Il n'est donc point surprenant que certains pharmaciens aient contesté que la loi du 1^{er} août 1905 leur fut applicable. Un jugement du Tribunal de la

Seine (8^e chambre) vint dire que la loi du 1^{er} août 1905 est applicable aux pharmaciens et qu'elle se superpose à la loi de Germinal sur l'exercice de la pharmacie. « Cette dernière loi punissant le fait de ne pas se conformer à une ordonnance qu'il y ait tromperie ou non ; tandis que la loi de 1905 réprime la tromperie, qu'il y ait ou non exercice illégal de la pharmacie. » 3 décembre 1908.

Si, en fait, la loi du 1^{er} août 1905 a été incorporée à la loi de Germinal en tant qu'elle s'applique aux substances médicamenteuses, il n'en est pas moins vrai que l'infraction à la loi de Germinal est essentiellement distincte et différente du délit de fraude et de falsification. L'article 29 de cette loi crée l'inspection des officines pour « vérifier la bonne qualité des drogues et médicaments simples et composés ». L'ancien article 29 ajoutait : « Les drogues mal préparées ou détériorées seront saisies à l'instant. » L'article 32 dit que les pharmaciens se conformeront, pour les préparations et compositions qu'ils devront exécuter et tenir dans leurs officines, aux formules insérées et décrites dans les dispensaires ou formulaires qui ont été rédigés ou le seront dans la suite par les Ecoles de médecine. Il apparaît nettement que le législateur de Germinal n'a nullement songé à atteindre la fraude et la falsification puisqu'il ne les a même pas envisagées. Il nous a, par surcroît, dit expressément ce qu'il fallait entendre par la « bonne qualité des produits » puisque, faisant allusion à la mauvaise qualité, il désigne les drogues « mal pré-

parées ou détériorées ». Seront considérées comme mal préparées, les drogues obtenues suivant une formule ou une technique autres que celles qui sont insérées et décrites dans le formulaire légal. D'autre part, elles seront réputées détériorées lorsque, par suite d'une mauvaise conservation, soit qu'elles aient été exposées à l'air, à la lumière, à la chaleur ou à l'humidité, elles auront des caractères physiques ou chimiques sensiblement différents de leurs caractères primitifs et qui les rendent impropres à la consommation.

Tel était d'ailleurs le sentiment de la Chambre lors de la discussion de la loi de 1905. M. Cazeneuve avait, en effet, proposé d'assimiler, au point de vue de la répression, les substances médicamenteuses mal préparées ou détériorées à celles qui étaient falsifiées. Cette conception ne fut point admise et l'amendement fut retiré, parce que ces termes constituaient une infraction qui tombe déjà sous le coup de l'article 29 de la loi de Germinal et est punie par l'arrêt du Parlement de Paris du 23 juillet 1748.

2° Ses origines historiques.

Au surplus, il semble bien que la loi de Germinal ait été rédigée avec des préoccupations de réglementation corporative. La Révolution française avait aboli les corporations et proclamé la liberté du travail; on eut cependant vite fait de reconnaître la nécessité d'une exception à l'endroit de la corporation pharma-

ceutique. Sa fonction sociale est un véritable service public et il importait à l'Etat que ce service fut convenablement assuré. On avait alors estimé que la science du pharmacien était garante de sa conscience : enchaînée par les rites du formulaire elle ne pourrait s'exercer que dans les vertueuses limites de la loyauté et de la bonne foi. L'obligation de se conformer au codex était relativement récente. De bonne heure, pourtant, la nécessité était apparue aux médecins d'avoir sous la main des médicaments de composition connue, constante et uniforme. En 1336, Philippe VI de Valois prescrivait au doyen des Maîtres de la « Très Salubre Faculté de Médecine » de se rendre compte de la qualité des préparations « laxatives et opiates, pour savoir qu'elles soient bonnes et fraîches ». Il existait alors de véritables formulaires dont l'usage avait été importé en France au IX^e siècle par des médecins juifs chassés de l'Asie-Mineure. A une époque, où l'unité de réglementation corporative ne dépassait pas le ressort de la province, il était difficile de donner à ces formulaires, même par voie d'ordonnance royale, un ressort d'application plus étendu. Il en résultait un chaos polypharmaceutique préjudiciable aux médecins et surtout aux malades. Tel médicament d'appellation déterminée différait dans sa composition d'une province à l'autre ; la posologie en était incertaine, l'efficacité douteuse, la nocivité même possible. L'art de prescrire était périlleux parce que l'auteur de la prescription ne savait pas et ne pouvait pas prévoir quels en seraient la

composition exacte et le mode de préparation. C'est seulement en 1748 que la Faculté de Médecine de Paris fit paraître un formulaire qui peut être considéré comme l'ancêtre de notre codex. Un arrêt du Parlement enjoignait aux pharmaciens de la Ville de Paris de se conformer à ses prescriptions. La sanction de cette obligation était une amende de 500 francs. La Faculté de Nancy eut aussitôt son formulaire, les pharmaciens de la ville étaient simplement invités à le respecter. Enfin, la loi de Germinal an XI vint apporter l'unité et l'uniformité à notre pharmacopée. Le formulaire parisien devint le formulaire légal et l'obligation de s'y conformer fut et demeure étendue à tous les pharmaciens soumis à la législation française.

3° Son domaine.

Cette obligation est donc imposée à tous les pharmaciens qui exercent la profession pharmaceutique, qui tiennent officine. D'aucuns ont essayé de soutenir que le mot officine avait un sens étroit et qu'il désignait uniquement le local où se fait la vente au détail des médicaments. Certains droguistes notamment ont prétendu qu'ils n'étaient pas tenus de se soumettre aux obligations de la loi de Germinal et qu'ils pouvaient légalement détenir dans leur magasin des préparations et des compositions non conformes au codex. Deux arrêts, l'un de la Cour de Douai du 14 mars 1911, l'autre de la Cour de Cassation du

1^{er} juin 1911 sont venus infirmer ces prétentions : « Dans l'article 32 de la loi de Germinal le mot officine a une acception générale et comprend la boutique, le laboratoire ou magasin du pharmacien, le local où il vend ses produits ou compositions, aussi bien quand il les vend en gros que quand il les vend au détail. » D'ailleurs, même dans les milieux pharmaceutiques informés, l'opinion est assez mal assurée relativement aux obligations des droguistes. En réalité, il y a plusieurs moyens d'exercer la pharmacie mais tous comportent l'obligation de se conformer au codex ; l'infraction est susceptible d'être quantitativement plus importante chez le droguiste qui vend en gros, et l'on ne voit pas sur quelles bases rationnelles on pourrait établir à son profit un régime de faveur.

Bref, la méconnaissance des dispositions législatives ou réglementaires qui prescrivent l'obéissance au codex (arrêt du Parlement du 23 juillet 1748 — article 32 Germinal — article 2 de l'ordonnance royale 1816) « constitue un délit contraventionnel indépendant de la mauvaise foi de l'agent ». (Crim., 11 janvier 1913, note 1.) La loi de Germinal est, en cela du moins, une véritable loi de police professionnelle, elle n'atteint que les artisans inhabiles, fantaisistes ou négligents.

CHAPITRE III

Définition de la fraude et de la falsification.

Si l'infraction à la loi Germinal est purement matérielle, l'infraction à la loi du 1^{er} août 1905 est, au contraire, d'ordre strictement psychologique : l'intention frauduleuse est, en effet, l'élément essentiel du délit de fraude et de falsification que réprime cette loi. Dans le langage courant la distinction n'est pas toujours faite entre la fraude et la falsification : elle est ici nécessaire et d'une utilité juridique incontestable.

« Il y a fraude quand, au moyen de désignations fausses ou équivoques, d'étiquettes ou indications frauduleuses, on trompe l'acheteur sur la nature réelle de la marchandise qu'on lui vend. Il y a falsification quand on donne à un produit l'apparence d'un produit similaire de meilleure qualité ou lorsqu'on lui enlève certains de ses éléments, qu'on diminue sa valeur nutritive ou marchande, sans cependant avoir changé son aspect. La fraude est une tromperie en quelque sorte, extérieure au produit ; celui-ci est resté ce qu'il était mais l'acheteur ignore sa nature, son origine, ses qualités substantielles ; au contraire, la falsification porte sur le produit en

lui-même, c'est une altération intentionnelle faite en vue de tromper. » (Roux, Annales des falsifications, 1908-1909.)

Pour reconnaître qu'une marchandise a été l'objet de fraude ou de falsification, il est indispensable de rapporter la constitution de cette marchandise à la constitution de l'espèce normale réputée loyale. Or, si la composition de l'espèce normale type n'est pas toujours facile à établir — les résultats du Congrès de Genève, dit de l'Aliment pur en sont la preuve — du moins en matière de substance médicamenteuse, cette espèce type, la seule marchande, est connue; elle est, pour chaque produit, pour chaque préparation officinale, mentionnée et décrite dans le codex. La loi de Germinal semblait envisager le codex comme un recueil de moyens obligatoires d'obtention, de fabrication, de conservation des médicaments; la loi du 1^{er} août 1905 en fait le répertoire de l'espèce médicamenteuse normale type.

L'article 1 de la loi de 1905 punit quiconque aura trompé ou tenté de tromper le contractant soit sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de toutes marchandises..., etc. Notons en passant que la loi punit non seulement le délit de tromperie mais aussi et de la même peine la tentative de tromperie.

A. — LA FRAUDE.

L'instruction générale concernant l'Inspection des

pharmacies, rédigée par le Ministère de l'Agriculture (Imprimerie Nationale, 1922) donne les règles suivantes dont la violation constitue la tromperie en matière médicamenteuse.

§ 1. *Produits inscrits au Codex.* — Tout produit portant l'une des dénominations inscrites au codex, ou une dénomination susceptible d'être confondue avec l'une d'entre elles, doit avoir la composition indiquée par la dernière édition de ce formulaire. Ce sont les produits ainsi définis que le pharmacien a le devoir de délivrer dans tous les cas où la prescription médicale ne contient aucune indication contraire. D'ailleurs, il a été jugé que d'après l'article 32 de la loi de Germinal, les produits étiquetés « non codex » sont illicites même de bonne foi; ils tombent sous le coup de la loi du 1^{er} août 1905 s'il y a intention frauduleuse. C'est ainsi que le Tribunal de la Seine a condamné pour tromperie et en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905, un droguiste-pharmacien en gros qui avait vendu ou mis en vente du laudanum, de l'extrait de Kola et de l'extrait de Kola granulé, fabriqués par lui et non conformes au codex (27 avril 1919). Le Tribunal Correctionnel de Douai a également condamné pour tromperie un pharmacien qui détenait dans son officine de la Kola granulée n'ayant pas la teneur en principes utiles exigée par le Codex de 1908 (16 décembre 1909).

§ 2. *Produits de la pharmacopée modifiés.* — Le pharmacien peut détenir des produits ou préparations obtenus suivant des formules établies par une édition

ancienne du Codex ou même arbitrairement établies, pourvu que les étiquettes mentionnent, dans le premier cas, l'édition d'après laquelle ils ont été préparés, et, dans le deuxième cas, la composition exacte des produits. La même règle est applicable aux médicaments figurant aux pharmacopées étrangères : obligation d'indiquer sur les étiquettes le nom du médicament, la pharmacopée à laquelle il se rapporte, et, lorsque le nom peut créer une confusion avec un produit similaire du Codex français, la teneur en principes utiles.

§ 3. *Produits nouveaux définis ou non.* — Ces produits n'ont pas une existence légale d'après la stricte interprétation de la loi de Germinal; mais, comme ils peuvent être prescrits par le médecin, aucune restriction n'étant apportée à son droit de formuler, le pharmacien peut les détenir dans son officine. Quel que soit leur nature ou leur origine, leur composition doit être celle qu'impliquent leur dénomination et les indications qui, sur les étiquettes, accompagnent cette dernière.

§ 4. *Préparations diverses.* — Les solutions ou dilutions préparées à l'avance dans l'officine pour en faciliter l'usage ou l'emploi devront porter des étiquettes adhérentes aux récipients qui les contiennent et indiquant le titre exact.

§ 5. *Spécialités.* — Leur composition doit correspondre aux indications figurant sur les étiquettes et prospectus de vente lorsque la formule est clairement donnée. Les spécialités dont la formule est tenue

secrète par le fabricant et qui sont revêtues du timbre d'impôt prévu par la loi du 30 décembre 1916, nous paraissent échapper à l'application de la loi du 1^{er} août 1905. Leur constitution n'étant pas connue, quels éléments pourraient servir à caractériser le délit. Il est vrai que les dispositions de l'art. 32 de Germinal sont restées en vigueur et qu'il est toujours loisible d'en requérir l'application lorsqu'on est en présence de produits présentés au moyen de réclame charlatanesque.

§ 6. *Ordonnances médicales.* — Le pharmacien ne devra pas en modifier la formule même avec le consentement du client, ce serait faire l'exercice illégal de la médecine (art. 16 et 17, de la loi du 30 novembre 1892). S'il la modifie à l'insu du client, s'il remplace frauduleusement un médicament par un autre, il est passible des peines prévues à l'art. 1^{er} de la loi de 1905.

L'appréciation du délit de tromperie dans l'exécution d'une ordonnance médicale peut être quelquefois délicate. Un adage chinois prétend qu'il suffit d'un œil au médecin pour prescrire, et, qu'il en faut deux au pharmacien pour exécuter sa prescription; quant au malade, il doit être aveugle. Le pharmacien a, en effet, un certain droit de contrôle sur les formules médicales et notamment en ce qui concerne les doses des toxiques. « En cas de doute, le pharmacien qui croit découvrir une erreur dans la formule, doit en référer au médecin qui l'a rédigée avant de délivrer le médicament. » (Roux et Guignard.) Comme il n'est

pas souvent possible de toucher le médecin, si, d'autre part, celui-ci n'a pas pris soin d'écrire en chiffres et en toutes lettres la dose du toxique, il serait excessif de poursuivre pour tromperie dans la quantité le pharmacien qui aurait ramené la dose irrégulièrement prescrite à la dose maxima indiquée par le Codex. Ici, exceptionnellement, la tromperie sur la quantité paraît devoir être liée à l'idée d'un bénéfice illicite.

B. — LA FALSIFICATION

1° Exemples.

La notion de falsification des substances médicamenteuses n'est point nouvelle. Dès 1513, Colin publiait à Tours une brochure in-12 sur la falsification des médicaments. Chevallier, dans son dictionnaire des altérations et falsifications, cite des exemples frappants: On a livré au commerce de la morphine qui contenait 30 p. c. de phosphate de chaux (Ulex). Il y a quelques années on a trouvé 17 p. c. de narcotine dans de la morphine provenant d'Allemagne et jusqu'à 50 p. c. de ce même alcaloïde dans de la morphine qui arrivait d'Angleterre.

Un récent travail du laboratoire de matière médicale de la Faculté de Pharmacie de Montpellier, portant sur l'examen de quelques poudres végétales du Codex a fait ressortir que celles-ci étaient falsifiées dans des proportions considérables. Sur 105 échantillons de poudre d'Ipéca, l'examen microscopique en

a révélé 22 qui étaient suspectes, 30 qui n'étaient pas conformes au Codex. Trente-trois échantillons de poudre de noix-vomique sur 75 examinés, ont été reconnus falsifiés. La farine de moutarde noire, la poudre de rhubarbe, la poudre de lycopode ont été trouvées respectivement falsifiées dans les proportions suivantes : 10 sur 36, 13 sur 72, 22 sur 75, 6 sur 21.

2° Nature du délit.

Le délit de falsification n'était pas impuni avant la législation de 1905; la vente des substances alimentaires et médicamenteuses était protégée par la loi du 26 mars 1851 qui avait « érigé en délit un fait qui précède la tromperie et lui sert de moyen : la falsification » (Million, *Traité des fraudes*, Paris, 1858). Jusque-là, le Code pénal n'atteignait pas l'auteur de la falsification. Le législateur de 1851, se conformant à la conception préventive du droit moderne, se devait de punir à la fois l'auteur, le détenteur et le vendeur de produits falsifiés; il n'omit qu'une chose essentielle : organiser la recherche et la constatation du délit. Aussi, en matière médicamenteuse, cette loi fut d'une application très restreinte.

Volontairement imprécise — car le rapporteur, M. Richet, avait dit : « La loi ne doit pas donner de définition » — elle avait laissé un large pouvoir d'appréciation au juge qui pouvait s'inspirer de l'équité autant que de la justice. La question des falsifications est, en effet, toujours une question d'es-

pèce, dans chaque cas, le juge doit examiner :

1° S'il y a une modification à la constitution normale du produit; nous avons défini plus haut ce que l'on devait entendre par là en notre matière;

2° Si la modification est frauduleuse, car la mauvaise foi est un élément nécessaire du délit; opérée, par erreur, par inadvertance, ou même sciemment, mais de bonne foi, elle n'est pas délictueuse;

3° Que les produits soient destinés à la vente. Un arrêt de la Cour de Cassation du 25 juin 1908 précise ce point : « Attendu que l'arrêt attaqué, loin d'énoncer que le vin mouillé saisi chez M... ait été détenu par lui en vue de la vente ou de la mise en vente, constate au contraire que M... ne le détenait que pour le distiller afin de vendre l'alcool.... L'arrêt attaqué a fait une fausse interprétation de la loi de 1905. Par ces motifs casse, etc...

4° Sans que l'acheteur en ait été expressément averti. Ce n'est, en effet, que la falsification nuisible qui même connue de l'acheteur constitue un délit.

Tels sont les traits essentiels qui caractérisent le délit de falsification.

Il y a lieu de regretter que la loi de 1905, après avoir assimilé la tentative de tromperie au délit lui-même, n'ait pas prévu la tentative de falsification. Comme d'après l'art. 3 du Code pénal, la tentative ne peut être assimilée au délit qu'en vertu d'un texte spécial, la tentative de falsification n'étant pas prévue n'est pas punissable.

DEUXIÈME PARTIE

PROCÉDURE EXTRA-JUDICIAIRE DE LA RÉPRESSION DES FRAUDES

CHAPITRE PREMIER

La recherche.

1. — Textes et décrets.

L'originalité pratique de la loi du 1^{er} août 1905 est d'avoir prévu l'organisation méthodique de la recherche et de la constatation des délits qu'elle avait caractérisés. Et ceci est un incontestable progrès sur la législation antérieure qui s'était révélée incomplète et inefficace, notamment faute de cette organisation. La loi du 25 juin 1908 portant modification des articles 29, 30 et 31 de la loi de Germinal, prescrit que « en vue d'assurer l'application des lois et règlements en vigueur sur l'exercice de la pharmacie et sur la répression des fraudes en matière médicamenteuse », une inspection sera faite « au moins une fois l'an » dans les établissements où l'infraction est susceptible d'être commise. L'article 30 annonçait qu'un règlement d'administration publique désignerait les autorités qualifiées pour effectuer les inspections et préciserait les pouvoirs qui leur seraient conférés, étant entendu que pour les officines des pharmaciens

et les dépôts de médicaments tenus par les médecins et les vétérinaires « l'inspection ne pourra être confiée qu'à des agents munis du diplôme de pharmacien ».

C'est le décret du 5 août 1908 qui désigna les autorités qualifiées. Le service chargé de l'inspection est organisé par régions, sous l'autorité du ministre de l'Agriculture et du ministre de l'Instruction publique, sur les propositions des doyens des Facultés de Pharmacie, des doyens des Facultés mixtes de médecine et de pharmacie, des directeurs des Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie. Un arrêté des ministres intéressés du 24 août 1908, a déterminé les circonscriptions d'inspection des pharmacies, de la manière suivante :

**Tableau indiquant le Ressort d'Inspection de
chacune des Ecoles de Pharmacie.**

Ecole supérieure de Pharmacie de Paris (Faculté).	Seine, Seine - et - Oise, Seine-et-Marne, Eure-et-Loire.
Ecole préparatoire de Médecine et de Pharmacie de Reims.	Marne, Aube, Ardennes.
Ecole de plein exercice de médecine et de pharmacie de Marseille.	Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Var, Corse, Basses-Alpes, Alpes-Maritimes.

Ecole préparatoire de Médecine et de Pharmacie de Besançon.	Douls, Haute - Saône, Jura, Belfort.
Faculté mixte de Médecine et de Pharmacie de Bordeaux.	Gironde, Charente-Inférieure, Dordogne, Lot-et-Garonne, Landes, Basses-Pyrénées.
Ecole préparatoire de Médecine et de Pharmacie de Caën.	Manche, Calvados, Orne.
Ecole préparatoire de Médecine et de Pharmacie de Rouen.	Seine-Inférieure, Eure.
Ecole préparatoire de Médecine et de Pharmacie de Clermont.	Puy-de-Dôme, Allier, Cher, Cantal, Haute-Loire.
Ecole préparatoire de Médecine et de Pharmacie de Dijon.	Côte d'Or, Yonne, Nièvre.
Ecole préparatoire de Médecine et de Pharmacie de Grenoble.	Isère, Haute-Savoie, Savoie, Hautes-Alpes, Drôme.
Faculté mixte de Médecine et de Pharmacie de Lille.	Nord, Pas-de-Calais, Aisne.

Ecole préparatoire de Médecine et de Pharmacie d'Amiens.	Somme, Oise.
Faculté mixte de Médecine et de Pharmacie de Lyon.	Rhône, Ain, Saône-et-Loire, Loire, Ardèche.
Ecole supérieure de Pharmacie de Montpellier (Faculté).	Hérault, Aude, Pyrénées Orientales, Aveyron, Gard, Lozère.
Ecole supérieure de Pharmacie de Nancy (Faculté).	Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges, Haute Marne.
Ecole préparatoire de Médecine et de Pharmacie de Poitiers.	Vienne, Indre, Deux-Sèvres.
Ecole préparatoire de Médecine et de Pharmacie de Tours.	Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret.
Ecole préparatoire de Médecine et de Pharmacie de Limoges.	Haute Vienne, Charente, Corrèze, Creuse.
Ecole de plein exercice de Médecine et de Pharmacie de Rennes.	Finistère, Côtes-du-Nord, Ile-et-Vilaine.

Ecole de plein exercice de Médecine et de Pharmacie de Nantes.	Morbihan, Loire Infér., Vendée.
--	------------------------------------

Ecole préparatoire de Médecine et de Phar- macie d'Angers.	Maine-et-Loire, Mayen- ne, Sarthe.
--	---------------------------------------

Faculté mixte de Méde- cine et de Pharmacie de Toulouse.	Haute Garonne, Hautes Pyrénées, Gers, Tarn et Garonne, Ariège, Lot, Tarn.
--	--

Le fonctionnement du service d'Inspecteur est assuré sous l'autorité du ministre de l'Agriculture par le préfet pour chacun des départements constituant la région; à Paris, et dans le ressort de la Préfecture de Police, par le Préfet de Police.

2. — Le recrutement des Pharmaciens-Inspecteurs.

En réalité, la nomination des inspecteurs est faite par les préfets, sur la présentation des doyens ou directeurs. L'Intervention simultanée de compétences aussi dissemblables ne peut se faire sans heurt, ni difficulté. Diverses circulaires ministérielles (du ministre de l'Agriculture aux préfets, 28 août 1908), du ministre de l'Instruction Publique aux recteurs d'Académie, 4^{er} octobre 1908, du ministre de l'Agriculture aux préfets, 21 décembre 1908, avaient essayé de ménager leurs susceptibilités en fixant d'une manière

précise leurs attributions respectives. Doyens et Directeurs avaient « une compétence exclusive pour » apprécier les aptitudes professionnelles et la valeur scientifique des candidats » ; aux préfets de rechercher « si les personnes professionnellement » aptes à remplir un poste d'inspecteur des pharmaciens, présentent avec une honorabilité parfaite, l'indépendance politique et commerciale qui seule peut » garantir l'impartialité de leur mission. » Ces précautions paraissent n'avoir atteint que partiellement leur but. M. Noulens, député, dans son rapport du budget du ministère de l'Agriculture pour l'année 1910, signale que « des conflits se sont produits dans » quelques départements où les préfets, pour des raisons locales, tenaient à la nomination de personnes » que le directeur ou le doyen de la région ne voulait pas proposer à leur agrément. Le passage d'un » régime où la nomination des inspecteurs était laissée à l'entière discrétion des préfets, au régime » nouveau, qui place l'exercice de la Pharmacie sous la tutelle des écoles et réserve aux doyens ou directeurs le choix des personnes jugées aptes au » point de vue professionnel à exercer l'inspection, ne » pouvait se faire sans quelque résistance de la part » de ceux dont l'intervention était éliminée ».

L'instruction générale concernant l'inspection pharmaceutique est allée plus avant sur la voie de la conciliation : les doyens ou directeurs examinent les candidats, non seulement au point de vue de l'aptitude professionnelle, mais aussi au point de vue de

l'indépendance matérielle et morale, vis-à-vis de leurs assujettis. Il leur est en outre recommandé de s'efforcer de conserver à un même titulaire pendant quelques années, la visite d'une même circonscription. Il n'en reste pas moins que les préfets ont conservé le droit de vérifier leur indépendance politique. Considérant les préoccupations habituelles de ces représentants de l'autorité, on peut se demander s'ils ne seront pas enclins à rechercher chez les candidats la docilité politique plutôt que l'indépendance. La liberté de décision reste entière aux préfets. Les conflits de compétence qui surgiront entre doyens, directeurs et préfets, ressortissant à la juridiction administrative, risqueront d'être toujours résolus en faveur de ceux-ci. Un premier exemple nous confirme dans cette opinion : une décision du Conseil d'Etat, en date du 8 mars 1918, arrête que le préfet peut passer outre aux propositions faites par l'Ecole. De l'aveu du ministre de l'Agriculture (circulaire du 26 août 1908) la nouvelle organisation de l'inspection des pharmacies a pour caractère spécial, de placer l'exercice de la profession pharmaceutique sous la tutelle des Ecoles de Pharmacie : régime d'apparence purement théorique, puisque le contrôle de cet exercice échappe dans une très large mesure à l'initiative des doyens ou directeurs d'écoles.

3. — Les Inspecteurs-adjoints.

« Pour tous les établissements autres que les offi-

» cines de Pharmaciens ou dépôts de médicaments te-
» nus par les médecins et vétérinaires, la recherche
» et la constatation des fraudes en matière médica-
» menteuse peuvent être confiées à des inspecteurs-
» adjoints choisis et commissionnés par les préfets. »
Les pharmaciens-inspecteurs n'exercent sur ces éta-
blissements qu'une surveillance générale mais ils
peuvent être requis, par le préfet, de les visiter dans
le cas où un rapport de l'inspecteur-adjoint aurait
conclu à la nécessité de cette visite. D'ailleurs, l'in-
spection de tous ces établissements est de la compé-
tence des pharmaciens-inspecteurs qui peuvent tou-
jours y procéder sans avoir à se préoccuper des visi-
tes que l'inspecteur-adjoint doit y faire de son côté.

CHAPITRE II

Les Prélèvements

1. — Le Prélèvement de la loi de 1905.

Les pharmaciens-inspecteurs doivent visiter au moins une fois l'an les officines des pharmaciens ainsi que les dépôts de médicaments tenus par les médecins et les vétérinaires ; seuls, ils peuvent y faire des prélèvements de contrôle, lorsqu'ils en reconnaissent la nécessité. La procédure des prélèvements avait été réglée par le décret du 6 août 1908. A l'usage, il apparut que des modifications devaient y être apportées : le décret du 4 juillet 1921, qui supprime les dispositions du précédent, semble avoir institué une procédure définitive. Il importe d'abord de remarquer, que, du moins en principe, la mesure du prélèvement ne comporte pas obligatoirement une suspicion de fraude. Les pharmaciens-inspecteurs, en effet, sont tenus de faire des prélèvements ; le nombre de prélèvements qu'ils ont à effectuer dans leur ressort est fixé par le préfet. Ce nombre n'a qu'une valeur indicative ; il peut être considéré comme un minimum

qu'il leur est recommandé d'atteindre et qu'ils peuvent dépasser si besoin est.

Ces prélèvements portent « sur les plantes, parties
» de plantes, matières premières, drogues simples,
» produits chimiques et pharmaceutiques et tout
» particulièrement sur les préparations officinales
» ou magistrales terminées. » En principe, toute substance médicamenteuse peut être l'objet d'un prélèvement ; mais, en pratique, ne seront prélevées que les substances dont l'analyse est susceptible de fournir des résultats utiles et certains. La liste de ces substances a été établie par les soins du ministre de l'Agriculture ; elle porte en regard la surface, le volume ou le poids de matière indispensable à l'exécution d'une analyse complète contrôlée.

Il est conseillé aux inspecteurs, « d'exercer de pré-
» férence leur contrôle sur toute préparation termi-
» née, faite suivant ordonnance médicale ou résultant
» d'opérations dans lesquelles l'assujetti a dû inter-
» venir, de porter ensuite leur attention sur les ma-
» tières premières, produits chimiques ou prépara-
» tions galéniques en provenance de fabricants ou
» droguistes, mais contenus en flacons ou paquets
» entamés ; enfin, d'exercer des prélèvements sur les
» flacons ou paquets d'origine, seulement dans les
» deux cas suivants :

» Lorsque la préparation est reçue par l'assujetti
» toute conditionnée et doit être délivrée par lui,
» telle quelle au public ;

» Lorsque le prélèvement aura pour but d'établir

» une comparaison entre le produit tel qu'il est sorti
» des mains du fournisseur et le même produit pré-
» levé en débit chez l'assujetti ».

Tout prélèvement fait en vue de la répression des fraudes et falsifications comporte 4 échantillons aussi identiques que possible : l'un destiné au laboratoire administratif pour analyse, les 3 autres réservés aux experts s'il y a lieu. Exceptionnellement quand la substance prélevée n'est pas susceptible d'être divisée en 4 échantillons, l'inspecteur en constitue un seul qui est envoyé au Procureur de la République dans les 24 heures.

Les articles 11, 12, 13, 14, 15 et 16 du décret du 22 janvier 1919 déterminent les formalités qui accompagnent nécessairement le prélèvement : rédaction des procès-verbaux, apposition des scellés, délivrance des récépissés, envoi des échantillons. Il y est de plus prescrit de remettre un échantillon scellé à la personne chez qui un prélèvement a été effectué, échantillon que l'intéressé s'engage à conserver intact en vue d'une expertise officielle. La personnalité du fabricant ou du détenteur de la substance prélevée doit rester inconnue de l'analyste.

Bref, toute cette procédure a pour objet de donner aux assujettis le maximum de garantie contre la partialité ou les erreurs qui, en cette matière, pourraient leur être gravement préjudiciables.

Elle est uniquement applicable à la recherche du délit de fraude et de falsification.

2. — Procédure du prélèvement de la loi de Germinal.

Lorsque le pharmacien-inspecteur prélève un échantillon en vue de relever une contravention aux règlements sur l'exercice de la pharmacie, il n'est astreint à aucune règle législative ou réglementaire. « En pratique, il suffit de prélever aux fins d'analyse un seul échantillon, qui devra être envoyé au Préfet, avec un procès-verbal donnant toutes indications utiles sur les circonstances du prélèvement. L'analyse doit être faite par les laboratoires désignés pour procéder à l'examen des substances médicamenteuses. Si le résultat indique une contravention, le Préfet transmettra l'affaire au Procureur de la République.

» Dans le cas contraire, il est désirable que le Préfet avise l'intéressé de ce résultat favorable, mais aucun texte ne l'y oblige. Ajoutons que le remboursement de la valeur du produit prélevé ne peut être exigé par l'intéressé.

» Si la contravention apparaît, sans qu'il soit nécessaire de procéder à aucune analyse des produits en cause, l'inspecteur constate la dite infraction dans un procès-verbal aussi détaillé que possible et transmet sans délai ce document au Préfet.» (Roux et Guignard.)

CHAPITRE III

La Constatation

LE LABORATOIRE ADMINISTRATIF

A. — Organisation.

L'analyse des échantillons prélevés dans la forme mentionnée plus haut « est confiée au Laboratoire Central institué près la Faculté de Pharmacie de Paris ou aux laboratoires organisés à cet effet dans les Facultés, Facultés mixtes et Ecoles mixtes de Médecine et de Pharmacie, par les Doyens ou Directeurs de ces Facultés ou Ecoles en vertu de décisions prises de concert par les ministres de l'Agriculture et de l'Instruction publique après avis de la section de Pharmacie de la Commission technique permanente. »

Le décret du 4 juillet 1921 ne donne aucune indication relative au recrutement du personnel des analystes; il convient cependant que ce personnel soit pourvu du diplôme de pharmacien et qu'il ait une stricte indépendance à l'égard des établissements soumis aux visites.

En outre, si l'on ne veut rendre stériles les précautions de discrétion imposées par la loi, les pharmaciens-inspecteurs ne pourront, en aucun cas, procéder à l'analyse de tout ou partie des prélèvements effectués dans leur ressort d'inspection.

B. — Méthodes.

Les laboratoires administratifs ont pour caractère essentiel d'être des organismes de triage. Les analyses qui y sont exécutées sont « à la fois d'ordre qualitatif et d'ordre quantitatif; l'examen comprend les recherches organoleptiques, physiques, chimiques, micrographiques, physiologiques ou autres, susceptibles de fournir des indications sur la pureté des produits, leur identité, leur composition et leur conformité au Codex ».

Le décret du 31 juillet 1906 prévoyait (art. 3) « la fixation des méthodes d'analyse » à imposer aux laboratoires chargés du contrôle analytique des denrées et substances autres que les substances médicamenteuses.

En notre matière, au contraire, aucune méthode officielle n'est imposée. Cette liberté d'investigation constitue, pour la recherche en soi des falsifications, un sérieux avantage; les procédés de sophistication sont souvent plus compliqués que les procédés de fabrication et l'analyste doit s'efforcer par tous les moyens d'en déceler les résultats. Mais on ne saurait nier que l'absence de méthodes officielles peut être dangereuse pour l'exercice de la pharmacie.

De quoi s'agit-il, en somme? D'apprécier la pureté et l'identité des produits prélevés et leur conformité au Codex. Or, comme l'a dit le Professeur Moureu : « En dehors de quelques médicaments galéniques particulièrement simples, le pharmacten est aujourd'hui dans l'impossibilité matérielle absolue de préparer lui-même la majeure partie des produits pharmaceutiques qu'il emploie »; et le Professeur Perrot ajoute : « Mais s'il ne prépare plus ses produits, sa responsabilité personnelle n'est pas atténuée et il lui faut s'assurer de leur identité et de leur pureté. »

Il était rationnel de penser que le Codex allait fournir aux pharmaciens des moyens de contrôle complets; mais en réalité, ces essais sont d'ordre exclusivement organoleptique, physique et chimique et c'est faire aux praticiens un périlleux honneur d'attendre autant de leur intuition que des procédés délicats et raffinés d'analystes expérimentés et bien outillés.

La loi de 1905 (art. 3) punit « ceux qui exposeront, mettront en vente, ou vendront des substances médicamenteuses falsifiées »; elle serait d'une rigueur inacceptable — puisque l'on ne donne pas aux intermédiaires les moyens de dépister la falsification — si la jurisprudence n'était pas venue en restreindre l'application. Il a été jugé — et ceci infirme considérablement l'opinion du Professeur Perrot, relatée plus haut — que la vente des denrées falsifiées n'est délictueuse que dans le cas où le vendeur connaissait la

falsification, et la simple négligence du commerçant qui ne prend pas la peine de vérifier l'état de ses produits, ne peut être assimilée à la mauvaise foi. (Cassation, 12 janvier 1912.)

A fortiori, sa responsabilité ne pourrait être mise en cause lorsqu'il est dans l'impossibilité technique de découvrir la falsification.

Cette question, d'ailleurs, peut se présenter sous un autre aspect. Une communication récente du laboratoire d'essais physiologiques de la Pharmacie Centrale de France, au Congrès de l'Avancement des Sciences de Bordeaux, à laquelle on peut attribuer la valeur décisive d'une démonstration, a fait ressortir que certains produits d'origine organique tels que le chlorhydrate de cocaïne, la caféine, la digilatine, sont susceptibles, tout en répondant aux essais du Codex, d'être doués de propriétés supplémentaires imprévues — hypertoxiques, convulsivantes, etc. — qui ne peuvent être révélées que par l'essai clinique ou physiologique. Ces médicaments, nuisibles à la santé, doivent être rejetés de la consommation. Examinés par le laboratoire administratif, ils seront reconnus délictueux.

Le délit de falsification, si délit il y a, a été commis au moment de leur fabrication, le pharmacien-détaillant — intermédiaire entre le fabricant et le consommateur — les mettra en vente; on ne saurait l'inquiéter au sujet d'accidents survenus à un client par l'usage de ces drogues. Sa bonne foi est entière, surtout s'il les a essayés, selon le Codex, et s'il les a

payés un prix raisonnable, car il y a des prix qui accusent.

Le fabricant, d'autre part, sera recevable à exciper de sa bonne foi : aucune règle n'est imposée à ses procédés de fabrication et son produit a été dûment contrôlé. Ainsi, un préjudice grave a été causé, sans que l'on puisse obliger personne à le réparer.

Il est permis d'estimer que, du moins en ce qui concerne l'application de la loi sur les fraudes, les obligations des pharmaciens auraient dû être différenciées, comme est d'ailleurs, différencié en pratique, l'exercice même de la pharmacie. La loi est en droit d'exiger toutes garanties dans le contrôle, d'un pharmacien spécialisé dans la fabrication de quelques médicaments; elle reconnaît que des essais complémentaires — physiologiques, micrographiques ou autres — sont indispensables pour en apprécier la pureté, l'identité et la loyauté. Qu'elle précise pour chaque substance médicamenteuse, tous les essais reconnus nécessaires et qu'elle impose aux producteurs, la plupart déjà pourvus de moyens d'exécution, les essais qui, indésirables dans le commerce, ne sont réellement applicables qu'à l'industrie tels ceux qui ressortissent à la physiologie et à la micrographie.

C. — Rapports d'analyse.

Quoiqu'il en soit, le laboratoire administratif rédigera un rapport d'analyse, comportant les résultats

des vérifications sur la quantité et sur la qualité, des appréciations et des conclusions.

Les vérifications sur la quantité sont chose facile; mais elles n'ont une valeur certaine que si elles sont opérées dans des conditions déterminées. En particulier, pour les substances contenues dans des paquets, cachets, comprimés, dans la préparation desquelles n'entre aucun excipient, il est prescrit que ces vérifications « portent au minimum, sur cinq et mieux sur dix unités et que les pesées soient effectuées sur chacune de ces unités prises individuellement.

» Les résultats des constatations ainsi faites, sont présentés comme ci-après :

Nombre d'unités vérifiées.	}	Déficit pour 100 d'après le poids moyen.
Inférieures à		
Supérieures à		
Poids moyen par unité. Poids de la plus faible.		

Le rapport mentionnera les recherches, expérimentations et déterminations numériques faites en vue de la vérification qualitative.

Le rôle véritablement original du laboratoire administratif consiste dans l'appréciation de ces résultats. Il a en quelque sorte, un pouvoir propre de juridiction, puisqu'il statue sur une matière qui, normalement, serait portée devant le tribunal.

La position du laboratoire, en l'espèce, est assez délicate, et la nouvelle proposition de loi sur l'exercice de la pharmacie, prévoit (art. 26) « l'institution

d'une commission consultative, appelée à donner son avis, sur la nature et la gravité des infractions » révélées par l'analyse. Dans certains cas, en effet, la responsabilité d'un prétendu délinquant peut être très atténuée par des motifs d'ordre professionnel, ou par des raisons techniques; il est logique qu'un conseil de praticiens intervienne pour apprécier dans les résultats ce qui peut être mis sur le compte de certaines nécessités ou des contingences.

L'Instruction générale donne l'exemple suivant :

« L'analyse d'une eau de laurier-cerise a fourni pour le dosage de l'acide cyanhydrique 0 gr. 085 au lieu de 0 gr. 100, chiffre du Codex. »

La rédaction devrait être :

« L'échantillon examiné ne répond pas aux exigences de la pharmacopée pour ce qui est de la teneur en acide cyanhydrique.

» Déficit en principes utiles : 15 pour cent.

» L'eau de laurier-cerise est facilement et spontanément altérable; ce fait est de nature à atténuer sensiblement l'importance des constatations ci-dessus relevées. »

Enfin les conclusions constituent la partie la plus importante du rapport d'analyse, puisque le Préfet transmettra automatiquement au Parquet, les rapports qui auront des conclusions défavorables.

L'Instruction générale préconise de leur donner l'une des quatre formes suivantes :

« Premier cas. — Résultats analytiques normaux.

» Conclusions : Produit marchand.

» Deuxième cas. — Des anomalies ont été relevées; elles ne présentent pas de réelle importance, ou des raisons sérieuses justifient une tolérance particulière.

» Conclusions : Il n'y a pas d'infraction.

» Troisième cas. — Composition s'écartant très sensiblement de la normale, mais pas assez cependant pour nécessiter des sanctions pénales.

» Conclusions : il n'y a pas d'infraction. Toutefois, il y a lieu de communiquer le présent bulletin d'analyse au pharmacien-inspecteur auteur du prélèvement, en le priant d'adresser à la personne dont la responsabilité est engagée des observations relatives aux constatations faites sur la défectuosité de la marchandise prélevée.

» Quatrième cas. — Composition telle que l'application des diverses lois visées doive être la sanction désirable.

» Conclusions : La mise en vente d'un semblable produit constitue une infraction. »

Cette dernière conclusion n'a d'ailleurs que la valeur d'une présomption; l'infraction est constatée mais elle n'est pas encore judiciairement établie. Le Procureur de la République examinera si les faits révélés par l'analyse constituent ou non une infraction, ce qui exige, la plupart du temps, l'ouverture d'une instruction.

D. — Le Laboratoire Central.

Jusqu'à présent, le Laboratoire Central d'études et d'analyses des produits médicamenteux et hygiéni-

ques, installé à la Faculté de Pharmacie de Paris, est seul organisé pour fonctionner comme laboratoire administratif, selon les prescriptions légales. Son ressort fixé par arrêté du 19 décembre 1911, comprend quarante-quatre départements. Pour les autres départements, l'analyse est exécutée dans l'Ecole ou la Faculté mixte du ressort par des professeurs désignés par le directeur ou doyen et qui reçoivent à titre d'honoraires une somme fixe de 15 francs par échantillon analysé.

Le Laboratoire Central est, de plus, le laboratoire d'études de la section de pharmacie de la commission technique permanente chargée de renseigner le ministre sur toutes les questions d'ordre scientifique relatives à la répression des fraudes sur les produits médicamenteux; il est aussi conseil technique du Service Central pour l'étude des questions qui lui sont constamment posées par les inspecteurs, ainsi que pour l'examen des produits dont l'analyse présente des difficultés particulières. Un arrêté des ministres de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, et de l'Agriculture, en date du 20 mai 1922, a étendu sa compétence « aux études et recherches jugées nécessaires par la Commission du Codex, en ce qui concerne les essais d'identité et de pureté des produits, et la recherche des falsifications dont ils peuvent être l'objet », et a décidé que le Directeur du Laboratoire Central est « de droit membre de la Commission du Codex » : innovation heureuse et riche de promesses, car elle marque une étape importante sur la voie de

l'adaptation de la loi de 1905, aux substances médicamenteuses et elle réalise la fusion d'organisme jusque là cloisonné, bien que travaillant à une œuvre commune.

Un laboratoire investi de telles attributions, rigoureusement spécialisé, pourvu de moyens d'investigation très étendus, présente de sérieuses garanties pour l'exécution des analyses. Certain de ses résultats, il peut prendre dans ses appréciations, des responsabilités que d'autres, moins assurés, n'oseront assumer. Or, les divergences dans l'interprétation entraînent des sévérités inégales dans la répression et font, en quelque sorte, échec à l'application de la loi. C'est là un grave inconvénient qui disparaîtrait si le Laboratoire Central était le seul laboratoire qualifié pour effectuer toutes les analyses des prélèvements de la France entière.

E. — Résultats du fonctionnement des laboratoires.

Les laboratoires administratifs ont commencé à fonctionner dès l'année 1909. Le monde trop restreint des échantillons prélevés pendant les années 1909-1910-1911, ne permet pas d'accorder aux résultats de leurs analyses une valeur réelle et absolue ; toutefois, il ressort d'un rapport de M. Fayolle, chef du Laboratoire Central, sur l'exercice 1910, que les résultats obtenus cette année-là « semblaient indiquer qu'une sérieuse amélioration se serait déjà produite, conséquence de l'établissement d'un contrôle qui n'existait pas antérieurement à la réforme instituée par la loi

du 25 juin 1908 ». Il y était également mentionné que la fraude et la falsification étaient rarement le fait des pharmaciens, et que la défectuosité des produits paraissait devoir être attribuée, d'une part, « aux nécessités d'une concurrence acharnée », d'autre part, « au manque de contrôle dans la fabrication ».

M. Dariac, rapporteur du budget du ministère de l'Agriculture, en 1914, examinait les résultats de la répression des fraudes pour l'exercice 1912. Le tableau suivant, indiquait par catégorie, le nombre des établissements assujettis à la visite d'inspection et réellement visités :

	Existants	Visités
Pharmacies	12001	11332
Dépôts des médicaments tenus par médecins et vétérinaires	1614	1041
Fabriques d'eaux minérales . .	»	1488
Dépôts d'eaux minérales natu- relles ou artificielles	3166	2788
Etablissements divers	»	118590

La statistique des échantillons de produits médicamenteux hygiéniques ou toxiques prélevés en 1912 avec leurs résultats analytiques figuraient dans le tableau ci-après :

Écoles	Nombre de Prélèvements		Pour 100 des produits analysés		
	Prévus	Effectués	Marchands	Défectueux	Délictueux
—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—
22	2145	1323	77,8	16,8	5,4

Comme les produits défectueux sont en réalité des produits très inférieurs, la classification devient :

PRODUITS	MARCHANDS	NON MARCHANDS
Pour 100 des produits examinés	77,8	22,2

Ce rapport contient également les résultats obtenus pendant les années 1909-1910-1911-1912, par le Laboratoire Central. Ils sont exposés avec une méthode qui en augmente l'intérêt et le relief :

Résultats d'analyse obtenus annuellement par le Laboratoire Central.

« Pour l'ensemble des années 1909, 1910, 1911 et 1912 les vérifications ont été effectuées sur 1405 échantillons se rapportant à 349 produits d'espèces différentes, dont le classement est le suivant au point de vue de la qualité :

» 202 matières premières, produits chimiques, galéniques, ou de matière médicale :

ANNÉE	1909	1910	1911	1912	Ensemble
Nombre d'échantillons	23	288	307	640	1258
Marchands.	12	189	196	452	849
Non marchands. . .	11	99	111	188	409

» 52 solutions ou préparations exécutées sur ordonnances médicales.

ANNÉE	1909	1910	1911	1912	Ensemble
Nombre d'échantillons	0	13	13	26	52
Marchands.	0	12	6	17	35
Non marchands . . .	0	1	7	9	17

» 95 produits de compositions inconnues (spécialités pharmaceutiques, préparations pour parfumeries, coiffeurs, etc.).

ANNÉE	1909	1910	1911	1912	Ensemble
Nombre d'échantillons	19	27	20	29	95
Marchands.	2	10	4	17	33
Non marchands . . .	17	17	16	12	62

» Certains échantillons transmis à l'analyse étant mis en vente sous forme de cachets ou comprimés dosés ont donné lieu non seulement à la vérification de la qualité de la marchandise, mais encore au contrôle des poids énoncés. Les constatations résultant de ces contrôles ont été les suivantes :

» 124 échantillons ont été examinés pour vérification de quantité :

ANNÉE	1909	1910	1911	1912	Ensemble
Nombre d'échantillons	1	34	48	41	124
Marchands.	1	17	33	28	79
Non marchands . . .	0	17	15	13	45

» Ces constatations indépendantes des vérifications sur la qualité viennent s'ajouter à celles-ci, par suite l'ensemble des contrôles effectués qualité et quantité fournit les données ci-dessous :

**Classement général des Echantillons.
Vérification qualité et quantité réunies.**

ANNÉE	1909	1910	1911	1912	Ensemble
Nombre d'échantillons	42	328	340	695	1.405
Marchands.	14	194	191	473	872
Non marchands. . .	28	134	149	222	533

» En groupant les constatations faites, les pourcentages s'établissent comme suit :

PRODUITS		1909 et 1910 réunis	1911	1912	1909 à 1912 réunis
Pour 100 des produits prélevés	Marchands	56,2	56,2	68,0	62,1
	Défectueux	16,2	22,1	24,9	21,9
	Délictueux	27,6	21,7	7,1	16,0
Soit non marchands		43,8	43,8	32,0	37,9
Nombre d'échantillons analysés .		370	340	695	1,405

Le tableau suivant nous donne l'ensemble des résultats obtenus par le Laboratoire Central de Paris pour

son ressort et pour les produits médicamenteux hygiéniques jusqu'à l'année 1922 :

Exercice	Produits marchands	Produits non marchands
	Pour cent	Pour cent
1909—1910	56,2	43,8
1911	56,2	43,8
1912	68,0	32,0
1913	66,7	33,3
1914—1919	65,3	34,7
1920	56,0	44,0
1921	57,0	43,0

Ces résultats n'offrent pas, au point de vue numérique, une valeur absolue; il est nécessaire, en effet, de faire remarquer que les pharmaciens-inspecteurs, en raison de leurs connaissances professionnelles, ne prélèvent guère d'échantillons que sur les produits qui leur paraissent suspects.

TROISIÈME PARTIE

PROCÉDURE JUDICIAIRE DE LA RÉPRESSION DES FRAUDES

CHAPITRE PREMIER

Rôle du Procureur de la République

Tous les rapports d'analyse sont envoyés à la Préfecture par l'Ecole du ressort. Ils sont établis avec netteté et leurs conclusions se classent dans l'une des quatre catégories suivantes :

1° Produit marchand. Affaire à classer.

2° Produit au sujet duquel aucune infraction n'est relevée. Affaire à classer.

La valeur des échantillons appartenant à ces deux catégories devra être remboursée à l'intéressé.

3° Produit de composition anormale au sujet duquel des remontrances à l'assujetti sont demandées. Le Préfet transmettra sous pli fermé le bulletin d'analyse au pharmacien-inspecteur, en le chargeant de faire à l'intéressé les observations nécessaires.

4° Produit comportant des sanctions pénales. Le Préfet saisira de l'affaire le Procureur de la République et lui fera tenir le rapport d'analyse et les échantillons réservés. Ce magistrat, s'il estime, à la suite du rapport du Doyen ou Directeur, « et au besoin après enquête préalable », qu'une poursuite doit être

engagée, saisit le juge d'Instruction. Une circulaire de M. le Garde des Sceaux aux Procureurs-Généraux, en date du 30 septembre 1908, rend cette enquête préalable obligatoire :

« Le Procureur de la République saisi par le Préfet
» d'un rapport par lequel le laboratoire administratif
» chargé de l'analyse et du triage des échantillons
» signale une infraction à la loi du 1^{er} août 1905,
» n'est pas tenu par là-même d'exercer des pour-
» suites; il lui incombe, avant de mettre l'action
» publique en mouvement, de procéder à un examen
» personnel en la forme et au fond, tant du procès-
» verbal de prélèvement d'échantillon que du rapport
» du laboratoire....

» Le Procureur peut en outre interroger la per-
» sonne chez laquelle le prélèvement a été opéré et
» l'inviter à lui fournir des justifications.

» Après avoir ainsi vérifié les pièces qui lui ont été
» transmises et procédé à une enquête attentive, il
» classe l'affaire s'il estime que les conditions de
» forme et de fond nécessaire pour engager des pour-
» suites ne sont pas remplies. »

Dans le cas prévu à l'art 9 du décret du 4 juillet 1921 où le produit prélevé n'a pu être divisé, nous avons vu que l'unique échantillon était transmis directement au Procureur de la République. Cette procédure est critiquable parce qu'elle détermine ipso facto l'ouverture d'une information, le juge d'instruction étant appelé à ordonner l'expertise et à désigner l'un des experts.

Or, le prélèvement en soi n'implique aucune charge ; en l'espèce cependant, l'intéressé est un inculpé. Sur quels textes est basée l'inculpation Est-ce la loi de Germinal qui est visée, ou la loi de 1905 ? On n'en sait rien. Alors, faudra-t-il admettre qu'il est inculpé d'avoir dans son officine des produits qui ne sont pas susceptibles d'être divisés en quatre échantillons?!

Au surplus, l'Instruction seule, même avec non-lieu cause un préjudice au pharmacien. C'est donc une procédure de rigueur qu'il est désirable de ne suivre qu'exceptionnellement.

CHAPITRE II

L'Expertise contradictoire

Dans les cas normaux, lorsque le rapport d'analyse conclut à une présomption d'infraction, « l'auteur présumé de la fraude ou de la falsification est avisé par le Procureur de la République, qu'il peut prendre communication du rapport de laboratoire et qu'un délai de 3 jours francs lui est imparti pour présenter ses observations et pour faire connaître s'il réclame l'expertise contradictoire prévue à l'article 12 du 1^{er} août 1905. »

Deux cas peuvent se présenter : 1° l'intéressé ne réclame pas cette expertise ou n'a pas désigné son expert dans le délai qui lui a été imparti par le magistrat instructeur, s'il n'a pas explicitement déclaré qu'il s'en rapporterait aux conclusions de l'expert désigné par le juge, celui-ci en nommera un d'office.

2° Ou il demande l'expertise: le juge d'instruction et l'intéressé choisissent respectivement un expert sur des listes établies ad hoc. Celui-ci, avec l'agrément du juge, pourrait cependant choisir son expert en dehors de ces listes.

Dans l'un et l'autre cas, les experts doivent être pourvus du diplôme de pharmacien.

L'expertise est faite conformément aux dispositions du décret du 4 juillet 1921, art. 21, 22, 23 et 24.

Les deux experts, après avoir opéré ensemble ou séparément à leur gré, d'après les méthodes qu'ils jugent les meilleures, rédigent un rapport unique.

En cas de discord dans leurs conclusions, un tiers expert choisi par eux, pourvu ou non du diplôme de pharmacien, dans les listes officielles ou en dehors de ces listes, ou à défaut d'entente choisi par le Président du Tribunal Civil, est mis en possession du dernier échantillon. Son rôle est celui d'un arbitre ; les conclusions de son rapport sont définitives.

L'échantillon unique prévu à l'article 9 est examiné par 3 experts ; l'un désigné par le juge, l'autre par l'intéressé et le troisième par les deux premiers.

« Toutefois il n'est nommé qu'un seul expert, si l'intéressé a déclaré avant l'expiration du délai prévu au paragraphe précédent, s'en rapporter aux conclusions de l'expert désigné par le juge. »

Telle est, dans ces lignes essentielles, la procédure de l'expertise contradictoire qui paraît, sous la réserve des critiques formulées dans le cas de l'échantillon unique, apporter toute la sécurité et toute l'impartialité qu'exige une manière aussi délicate.

CHAPITRE III

L'Intervention des Syndicats

La loi du 5 août 1908 a reconnu à « tous syndicats formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture ou du commerce et trafic des boissons, eaux-de-vie naturelles, alcools de fruit, denrées alimentaires, produits agricoles, engrais, produits médicamenteux, marchandises quelconques, le droit d'exercer sur tout le territoire de la France et des colonies les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle, relativement aux faits de fraudes et falsifications, prévus par les lois en vigueur, ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil. »

Malgré la limpidité de ce texte, la légitimité de l'intervention du syndicat en matière de répression des fraudes, a été contestée.

Un arrêt de la Cour de Paris, du 18 juin 1910, qui l'a nié, fut cassé par la Chambre Criminelle; la

Cour de Rouen maintint la doctrine admise par la Cour de Paris, mais un arrêt du 5 avril 1913, de la Cour de Cassation, toutes chambres réunies, fixait l'interprétation de la loi dans le sens de la légitimité de l'intervention, lorsque celle-ci a pour objet non pas de donner satisfaction à des intérêts individuels d'un ou de plusieurs de ses membres, mais bien « d'assurer la protection de l'intérêt collectif de la profession envisagée dans son ensemble et représentée par le syndicat dont la personnalité juridique est distincte de la personne de chacun de ceux qui le composent. »

Les médicaments falsifiés sont généralement vendus à vil prix; il en résulte une concurrence déloyale contre laquelle le syndicat a l'obligation de réagir. Dans de nombreuses affaires intéressant notamment la loi de Germinal, les syndicats pharmaceutiques n'osent pas toujours risquer une intervention qui peut être inopportune ou imprudente; mais il semble qu'en matière de fraudes et de falsifications, le droit d'intervenir soit un devoir pour les syndicats, s'ils tiennent à sauvegarder l'intégrité morale de la profession qui, dans chaque espèce, est habituellement compromise.

CHAPITRE IV

L'Exception de Garantie

La responsabilité du pharmacien est directement engagée lorsqu'il est établi qu'il est l'auteur des manœuvres frauduleuses qui ont adultéré le produit, objet du prélèvement. Si, au contraire, le pharmacien peut démontrer qu'il est étranger à cette adultération, qu'elle existait au moment de l'achat et, qu'il l'ignorait, il pourra soulever devant le tribunal l'exception de garantie contre son fournisseur.

Dans la pratique, cette preuve peut rarement être administrée; c'est pourquoi sans doute, on a coutume de dire que le pharmacien est seul responsable de la qualité des médicaments qu'il délivre.

L'instruction Générale a envisagé l'hypothèse de l'exception de garantie : le pharmacien-inspecteur exercera des prélèvements sur les flacons ou paquets d'origine, « lorsque le prélèvement aura pour but d'établir une comparaison entre le produit, tel qu'il est sorti des mains du fournisseur et le même produit prélevé en débit chez l'assujetti. »

C'est, en somme, conseiller implicitement au phar-

macien de n'acheter ses produits qu'en plusieurs divisions; mais quel que soit le nombre d'unités qui constituera sa provision, il arrivera toujours un moment où il n'en restera qu'une. Si le prélèvement a lieu sur celle-ci, il est impossible de bénéficier de la mesure de la comparaison : la procédure est défectueuse par conséquent.

1. — **Chambres de garantie.**

Il est intéressant de constater que, dans d'autres domaines, notamment dans le commerce de l'alimentation, on s'est vivement préoccupé de garantir le détaillant contre les risques de poursuites pour délit de fraude ou de falsification auquel il serait étranger.

Tel a été l'objet de l'institution des échantillons de garantie.

C'est le département de la Sarthe qui, en 1910, prit l'initiative de la création des « prises de garantie ». Un arrêté préfectoral en date du 20 juillet 1910, pris après l'avis du ministre de l'Agriculture, fixa les conditions de fonctionnement de ce service : deux arrêtés intervenus le 30 janvier 1912 et le 20 mars 1920, modifièrent quelques dispositions de l'arrêt initial.

L'organisation en est extrêmement simple. L'acheteur, au moment de la livraison, fait, en présence du vendeur, un prélèvement du produit vendu; cet échantillon est scellé et remis entre les mains d'un agent dûment qualifié, qui donne reçu du dépôt et en a la garde dans un local appelé Chambre de Garantie. Si,

dans la suite, le produit considéré est l'objet d'un prélèvement de contrôle qui donne lieu à des poursuites, l'acheteur peut, grâce à l'analyse de l'échantillon de garantie, prouver sa bonne foi et son innocence.

Cette institution est trop récente pour en apprécier les résultats dans une vue d'ensemble. Toutefois, dans le département de la Sarthe, elle a déjà rendu des services incontestables. L'extrait du rapport suivant, de l'Inspecteur de la répression des fraudes, de la ville du Mans, que nous devons à l'aimable obligeance de M. M. Toubeau, chef du service de la répression des fraudes au Ministère de l'Agriculture, nous fera mieux saisir son intérêt et sa valeur :

« La Chambre de Garantie est née de la collaboration de l'Administration, avec le groupement Sarthois de l'Alimentation et surtout avec le Syndicat des limonadiers qui insistèrent vivement, à l'époque, pour qu'intervint une réglementation permettant de garantir les commerçants contre les atteintes incidentes de la loi de 1905...

» Le commerce de détail des boissons tit appel en de nombreuses circonstances au magasin de garantie, les prélèvements effectués en gare et déposés dans le local, permirent, dans diverses circonstances, d'engager une action pénale, à l'égard d'expéditeurs peu scrupuleux et d'écarter de la procédure, le réceptionnaire victime des agissements frauduleux de son vendeur.

» Les 1121 prélèvements effectués depuis le début du fonctionnement du service, ont eu une réelle

utilité, et la Chambre de Garantie présente un intérêt évident pour les commerçants de détail souvent trompés, dans les achats qu'ils effectuent par le canal d'intermédiaires inconnus, étrangers au pays et peu honnêtes. »

Le service des échantillons de garantie est à la disposition de tout commerçant, affilié ou non, à un syndicat et habitant le département.

Le commerce des substances médicamenteuses paraît avoir ignoré jusqu'ici cette institution. Il est vrai que le pharmacien achète généralement ses produits par petites quantités; en extraire des échantillons de garantie serait à la fois difficile et onéreux; mais la pratique des achats en commun, notamment par la voie syndicale, pourrait rendre possible l'utilisation de cette procédure. Les droguistes en gros y feront fructueusement appel pour se protéger contre les fraudes éventuelles des fabricants.

Il y a là une mesure dont il conviendrait d'étendre l'application. La Justice ne peut intervenir efficacement que dans les cas où la responsabilité est clairement établie; alors seulement, le délit est puni dans sa plénitude. Toute procédure qui tend à projeter la lumière sur cette question fondamentale de la responsabilité doit être essayée, si l'on ne veut pas que soit énervée l'action répressive des tribunaux.

2. — Laboratoire d'essais.

Dans le même ordre d'idées, notre distingué con-

frère et ami, le Docteur Lafay, ancien président de la Société de Pharmacie de Paris, a préconisé la création d'un laboratoire officiel d'essais qui aurait pour mission, d'une part, de renseigner le pharmacien sur la qualité des produits qu'il achète et, d'autre part, d'authentifier la conformité au Codex des substances médicamenteuses que fabricants ou droguistes voudraient bien lui soumettre. Ce projet, de nature à sauvegarder les droits et intérêts de chacun à assainir préventivement le marché des drogues et à protéger le pharmacien contre les funestes conséquences qui peuvent résulter de la substitution de médicaments par suite d'erreur, fut accueilli avec satisfaction par l'ensemble du Corps Pharmaceutique; des détails d'organisation administrative, en ont provisoirement ajourné la réalisation pratique.

CHAPITRE V

Sanctions

Les délits de tromperie, de falsification, d'exposition, de mise en vente et de vente de substances médicamenteuses falsifiées, sont punis par la loi de 1905 de l'emprisonnement pendant 3 mois au moins, un an au plus et d'une amende de 100 francs au moins, de 5.000 francs au plus ou de l'une de ces deux peines seulement; mais si la substance médicamenteuse falsifiée est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, l'emprisonnement doit être appliqué. Il sera de 3 mois à 2 ans et l'amende de 500 francs à 10.000 francs. La seule détention de substance médicamenteuse falsifiée est punie d'une amende de 50 à 3.000 francs et d'un emprisonnement de six jours au moins et de 3 mois au plus ou de l'une de ces peines seulement, mais lorsque la substance médicamenteuse falsifiée est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, l'emprisonnement doit être appliqué. Il sera de 3 mois à un an et l'amende de 100 à 5.000 francs.

La nature et la gravité de ces peines qui constituent un régime de rigueur pour les substances médica-

menteuses, ne paraissent pas avoir été d'une efficacité souveraine; nous en avons la preuve dans la courbe des résultats du Laboratoire Central, et l'on est contraint d'admettre que l'application de la loi est imparfaite, sinon dans la répression proprement dite, du moins dans la recherche de la constatation du délit.

QUATRIÈME PARTIE

APPRÉCIATION CRITIQUE ET CONCLUSION

CHAPITRE PREMIER

L'Inspection pharmaceutique

Il n'est pas certain que le service de l'inspection pharmaceutique tel qu'il est organisé, puisse donner les résultats attendus. La loi a confié aux pharmaciens-inspecteurs une double mission : l'inspection professionnelle et la répression des fraudes et c'est généralement à l'occasion de celle-là qu'il exercera celle-ci.

S'il n'y a pas entre ces deux missions une incompatibilité absolue, on peut constater dans l'esprit qui les domine respectivement, une différence telle que dans la plupart des cas, l'une gênera l'autre.

L'Inspection professionnelle s'accommode volontiers de courtoisie, de bonhomie même : un confrère choisi parmi l'élite vient se rendre compte sur place que la profession est exercée dans les conditions réglementaires ; un conseil, une observation, ou une représentation, suffira généralement pour redresser un tort. Mission flatteuse en vérité, délicate, pacifique.

Mais, semblable au dieu Janus, le pharmacien-inspecteur a un visage qui respire la paix et un autre

qui indique la guerre ; car le prélèvement de la loi de 1905 n'est ni une mesure ni une preuve de bienveillance. Les précautions dont on l'entoure n'atténuent en rien son caractère hostile, c'est un constat en bonne et dûe forme comme sait en faire le commissaire de police. Si la prise est bonne, c'est l'emprisonnement ou une forte amende.

Nous estimons que cette tâche d'inquisition et d'exécution policière pourrait être épargnée à nos inspecteurs ; s'ils sont professeurs de Faculté ou d'Ecole, la confiante et respectueuse sympathie qui leur fait cortège sera vite remplacée par un sentiment de défiance et de crainte ; qu'on laisse à ces savants la sérénité des sommets scientifiques. Quant aux praticiens honorables qui remplissent les fonctions d'inspecteur, qu'on ne les ravisse pas à l'amicale considération de leurs confrères. L'intervention de ces différents personnages sera plus utile et plus adéquate à la Commission consultative chargée d'apprécier les résultats des analyses du Laboratoire Administratif.

La loi du 25 juin 1908 ordonne aux pharmaciens-inspecteurs de visiter les officines au moins une fois l'an. Cette périodicité défendable au point de vue de l'inspection professionnelle, est défectueuse en ce qui concerne la répression des fraudes. Cette visite qui est faite, d'ailleurs, à des époques de l'année toujours les mêmes permet aux délinquants habituels de se mettre en règle pour la date présumée et d'échapper aux sanctions pour le reste de l'année. Il

ne peut en être autrement. Les inspecteurs ont des fonctions ou des occupations qui les empêchent souvent d'atteindre le minimum des visites fixé par le ministre ; le poste d'inspecteur est si peu rétribué qu'on ne peut guère leur en demander davantage ; enfin, on ne saurait leur en vouloir d'être peu empressés à jouer un rôle de gendarme envers leurs confrères.

CHAPITRE II

La Répression dans la Production

Ce fut une erreur psychologique d'investir les inspecteurs de fonctions de répression des fraudes ; le législateur en commit une autre en imposant un régime d'inspection uniforme à toutes les officines.

Nous reportant aux termes du rapport déjà cité de Monsieur Fayolle, Directeur du Laboratoire Central, affirmant que la fraude et la falsification étaient rares chez les pharmaciens, nous sommes amené à conclure qu'elle est fréquente chez les producteurs puisque ce rapport explique la fraude et la falsification « par le manque de contrôle dans la production. » Le pharmacien a cessé d'être, à proprement parler, un producteur ; les nécessités commerciales en ont souvent fait, à tort ou à raison, un intermédiaire ; presque tous les produits chimiques, beaucoup de compositions officinales sont obtenus et préparés par l'industrie pharmaceutique. Or, il tombe sous le sens qu'une usine qui fabrique des produits pharmaceutiques est une officine : un arrêt du 1^{er} juin 1911, de la Cour de Cassation, l'a dit

expressément. On conviendra que si l'on veut loyalement rechercher les fraudes et les falsifications dans les substances médicamenteuses, c'est dans les lieux où elles sont fabriquées qu'il faut d'abord orienter l'activité des agents de la répression. Quand le délit y est consommé, il est massif pour ainsi dire et facilement décelable. Le service de la recherche serait considérablement allégé si le contrôle de la production était mieux assuré. Le prélèvement des pharmaciens conserverait d'ailleurs sa raison d'être, mais il n'aurait plus que la signification d'un sondage.

La comparaison suivante pourra donner quelque relief à notre conception : L'eau de la ville de Paris est stérilisée dans le réservoir central ; on peut vérifier au robinet du consommateur si elle a conservé sa pureté primitive ; il serait insensé et dangereux pour la santé publique d'effectuer cette stérilisation chez l'abonné et uniquement lorsqu'un prélèvement en aurait démontré la nécessité. Telle est pourtant la méthode qui est suivie pour la répression des fraudes en notre matière avec cette différence cependant que la stérilisation quand elle a lieu n'est faite qu'au robinet, car il est très difficile d'atteindre le réservoir.

L'Agent syndical pour la Répression des Fraudes.

L'Insuffisance ou l'inefficacité des moyens employés pour rechercher la fraude et la falsification a

été maintes fois reconnue au sein des commissions des syndicats pharmaceutiques. Diverses mesures ont été envisagées pour y suppléer entre autres la création d'agents syndicaux pour la répression des fraudes, institués par la loi du 27 février 1912.

Il est douteux que cette création puisse être légalement introduite dans le domaine pharmaceutique. La loi du 25 juin 1908 a rattaché le service de la répression des fraudes au service de l'inspection des pharmacies ; elle a fusionné ces deux services et les a rendus inséparables. Seuls sont qualifiés pour rechercher et constater les fraudes, les pharmaciens choisis par les Doyens et Directeurs d'Ecoles et commissionnés par les préfets. Les agents qui recevraient ces attributions d'un autre mode de nomination, même s'ils étaient pourvus du diplôme de pharmacien, ne seraient nullement habilités à effectuer des prélèvements, ni à faire telle ou telle vérification destinée à faire ressortir la fraude. A fortiori de tels agents ne pourraient en aucune manière s'immiscer dans le contrôle de l'exercice de la pharmacie. L'exercice de la pharmacie est, en principe, sous la tutelle des écoles; il y restera tant qu'une loi nouvelle ne l'aura pas émancipé.

CONCLUSION

L'étude que nous avons faite de la loi du 1^{er} août 1905 et de son application aux substances médicamenteuses nous a conduit aux conclusions suivantes:

1° L'infraction aux articles 29 et 32 de la loi de Germinal ne peut être confondue avec le délit de la loi du 1^{er} août 1905. L'une est un délit contraventionnel strictement objectif et indépendant de la volonté de son auteur; l'autre, au contraire, est caractérisé par l'intention frauduleuse.

2° Les juges paraissent être suffisamment armés pour punir les délits de fraude et de falsification; mais, la recherche des délits est organisée d'une manière défectueuse. L'erreur originelle a été d'avoir voulu joindre le service de la répression des fraudes au service de l'inspection professionnelle.

Il est souhaitable que l'inspection professionnelle reste dans la compétence des pharmaciens-inspecteurs, pourvu que l'action préfectorale soit éliminée de leur recrutement et que la liberté de les choisir soit entièrement entre les mains des doyens et directeurs; mais la recherche des fraudes et falsifications.

pourrait être confiée à des fonctionnaires de l'Etat, spécialisés et pourvus du diplôme de pharmacien.

3° Cette recherche, actuellement de périodicité uniforme gagnerait en efficacité si elle était intensifiée dans les centres de production ou de vente en gros.

4° Un seul Laboratoire administratif de triage substituerait à l'inégale interprétation des résultats d'analyse une précieuse unité de jurisprudence. Les pharmaciens-inspecteurs interviendraient avec des attributions de véritables juges, pour décider, dans certains cas, quelle est la suite que comporte tel ou tel résultat de l'analyse administrative.

5° La question de la responsabilité doit être étudiée. On ne réprimera effectivement un délit qu'en punissant celui qui est l'auteur réel. La création du Laboratoire d'Essais du Docteur Lafay et l'institution des Chambres de Garantie constitueraient un progrès salulaire dans la discrimination de la responsabilité.

Tels sont les vœux que nous croyons devoir former dans l'intérêt de la loi qui se confond avec l'intérêt social et avec l'intérêt corporatif, car la fraude engendre fatalement la déloyauté dans la concurrence. Elle ruine le commerce probe et porte préjudice à l'honorabilité de la profession.

Somme toute, comme le disait le Professeur d'Arsonval à l'Académie des Sciences, le 10 octobre 1909 : « Il s'agit moins de répression que d'une œuvre de protection du commerce honnête. »

Vu : Le Président de la Thèse,
C. PERREAU.

Vu : Le Doyen,
H. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

CHEVALLIER. — *Dictionnaire des altérations et falsifications*. — 6^{me} édition.

DORVAULT. — *L'Officine*, 1889.

MILLION. — *Traité des Fraudes en matière de marchandises*. Paris, 1858.

MONIER, CHESNEY et ROUX. — *Traité pratique et théorique sur les Fraudes*.

PONTHIER. — *Histoire de la Pharmacie*, 1900.

ROUX (E.) et GUIGNARD (L.). — *Guide de l'Inspecteur des Pharmacies*, 1909.

Annales de la Répression des Fraudes, 1909 et suivant.

Arrêt du Parlement de Paris. — Paris, 1748.

Bulletin de l'Académie des Sciences, 1909.

Bulletin des Sciences Pharmacologiques, mai 1923.

Codex Medicamentarius seu pharmacopea Gallica, 1816.

Codex Medicamentarius français, Paris, 1908.

Compte Rendu des travaux du 2^{me} Congrès International de la répression des fraudes, 1909.

Instruction Générale concernant l'Inspection Pharmaceutique, 1922.

Journal de Pharmacie et de Chimie, 1922.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-Propos	9
------------------------	---

PREMIERE PARTIE

Les notions de Fraude et de Falsification en matière médicamenteuse.

Chapitre Premier. — Introduction	13
Chapitre II. — L'infraction aux articles 29 et 32 de la loi de Germinal est distincte du délit de fraude	15
1. — Caractères de cette infraction	15
2. — Ses origines historiques	17
3. — Son domaine	19
Chapitre III. — Définition de la fraude et de la falsification	21
A. — La Fraude	22
1. — Produits inscrits au Codex	23
2. — Produits de la pharmacopée modifiés	23
3. — Produits nouveaux, définis ou non	24

4. — Préparations diverses	24
5. — Spécialités	24
6. — Ordonnances médicales	25
B. — La falsification	26
1. — Exemples	26
2. — Nature du délit	27

DEUXIEME PARTIE

Procédure extra-judiciaire de la répression des fraudes.

Chapitre Premier. — La recherche	31
1. — Textes et Décrets	31
2. — Le Recrutement des Pharmaciens- Inspecteurs	35
3. — Les Inspecteurs-adjoints	37
Chapitre II. — Les Prélèvements	39
1. — Le Prélèvement de la loi de 1905 Procédure	39
2. — Procédure du prélèvement de la Loi de Germinal	42
Chapitre III. — La Constataction	43
Le Laboratoire administratif	43
A. — Organisation	43
B. — Méthodes	44
C. — Rapports d'analyse	47
D. — Le Laboratoire Central	50
E. — Résultats du fonctionnement des laboratoires et en particulier du Laboratoire Central	52

TROISIEME PARTIE

Procédure judiciaire de la Répression des Fraudes.

Chapitre Premier. — Rôle du Procureur de la République	61
Chapitre II. — L'Expertise contradictoire .	65
Chapitre III. — L'Intervention des Syndicats	67
Chapitre IV. — L'Exception de Garantie . .	69
1. — Chambres de Garantie	70
2. — Laboratoire d'essais	72
Chapitre V. — Sanctions	75

QUATRIEME PARTIE

Appréciation. critique et conclusion.

Chapitre Premier. — L'Inspection pharma- ceutique , , ,	79
Chapitre II. — La Répression dans la pro- duction	83
L'agent syndical pour la répression des fraudes	84
Conclusion	87
Index bibliographique	93

Paris & Courtrai
Imprimerie JOS. VERMAUT
Imprimé en Belgique.
